

Communiqué de presse

28-11-2024 - 12:30
20241121IPR25549



Le Parlement appelle à de nouvelles élections en Géorgie



Les députés appellent à organiser de nouvelles élections législatives en Géorgie © Vano SHLAMOV / AFP

FR

Service de Presse, Direction générale de la communication
Parlement européen
Numéro du standard du service de presse (32-2) 28 33000

1 | 4

-
- Les élections législatives en Géorgie doivent être réorganisées sous contrôle international
 - Le Parlement demande des sanctions européennes à l'encontre du Premier ministre et de hauts fonctionnaires géorgiens
 - Les politiques menées par le gouvernement géorgien sont incompatibles avec les perspectives d'intégration euro-atlantique du pays
-

En raison d'importantes irrégularités, les députés rejettent le résultat des récentes élections législatives en Géorgie et demandent l'organisation d'un nouveau vote dans un délai d'un an.

Jeudi, le Parlement a adopté une résolution condamnant les élections législatives du 26 octobre en Géorgie, pays candidat à l'adhésion à l'UE, considérant qu'elles n'ont été ni libres ni équitables, ce qui constitue une nouvelle manifestation du recul démocratique persistant dans le pays "dont le parti au pouvoir le Rêve géorgien, est entièrement responsable".

Les députés dénoncent les nombreuses et graves violations électorales, y compris des cas documentés d'intimidation d'électeurs, de manipulation des votes, d'interférence avec les observateurs électoraux et les médias et de manipulations signalées impliquant des machines de vote électroniques. Les résultats annoncés par la Commission électorale centrale du pays "ne constituent pas une représentation fiable de la volonté du peuple géorgien", ajoutent-ils.

Le Parlement rejette toute reconnaissance des résultats des élections législatives, comme la communauté internationale devrait le faire, et souhaite que de nouvelles élections soient organisées dans un délai d'un an, avec une surveillance internationale rigoureuse et une administration électorale indépendante.

L'UE doit imposer des sanctions et limiter les contacts officiels avec le gouvernement géorgien

Tout en soutenant les appels à une enquête internationale indépendante sur les allégations de manipulation électorale, le Parlement souhaite que l'UE et ses États membres imposent des sanctions ciblées aux fonctionnaires et dirigeants politiques géorgiens responsables du recul démocratique, des violations des lois et des règles électorales et de l'utilisation abusive des institutions de l'État. Parmi eux figurent le Premier ministre Irakli Kobakhidze, le maire de

Tbilissi et secrétaire général du parti au pouvoir le Rêve géorgien Kakha Kaladze, le Président du Parlement géorgien Shalva Papuashvili et l'ancien Premier ministre et oligarque Bidzina Ivanishvili.

Les députés appellent également l'UE à restreindre sévèrement ses contacts officiels avec le gouvernement et le Parlement géorgiens, tout en rappelant que la Géorgie a déjà vu son processus d'intégration européenne effectivement suspendu, après l'adoption de législations antidémocratiques comme la "loi sur la transparence et l'influence étrangère".

La politique du gouvernement géorgien est incompatible avec l'intégration euro-atlantique

Le Parlement condamne fermement l'ingérence systématique de la Russie dans les processus démocratiques de la Géorgie, par le biais de la désinformation, comme la conspiration du "Parti de la guerre mondiale" qui prétend que l'opposition entraînerait le pays dans une guerre avec la Russie sur ordre de l'Occident.

Les députés avertissent les autorités géorgiennes que toute tentative d'interdire les partis politiques légalement établis éloignerait davantage le pays de l'UE et rendrait impossible toute démarche vers l'adhésion à l'UE. Ils estiment également que les politiques mises en œuvre par le Rêve géorgien sont incompatibles avec l'intégration euro-atlantique de la Géorgie.

Les députés ont débattu des résultats des dernières élections législatives en Géorgie avec le vice-président de la Commission européenne, Margaritis Schinas, lors de la session plénière des 13 et 14 novembre. [Regardez l'enregistrement vidéo du débat ici](#).

La résolution a été adoptée par 444 voix pour, 72 contre et 82 abstentions. [Le texte sera disponible dans son intégralité ici](#) (28/11/2024).

En savoir plus

[Commission des affaires étrangères](#)

[Communiqué de presse - C'est un moment crucial pour la Géorgie, disent les députés \(28/10/2024\) \(en anglais\)](#)

[Site web du ministère fédéral allemand des affaires étrangères - Déclaration commune des ministres de l'UE sur les élections en Géorgie \(28/10/2024\) \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse - Les élections géorgiennes suscitent de nouvelles inquiétudes liées au recul démocratique \(27/10/2024\) \(en anglais\)](#)


[Site web du SEAE - Géorgie: Déclaration commune du haut représentant Josep Borrell et de la Commission européenne sur les élections législatives \(27/10/2024\) \(en anglais\)](#)


[Produits multimédias](#)

Contacts

Viktor ALMQVIST

Attaché de presse

 (+32) 2 28 31834 (BXL)

 (+32) 470 88 29 42

 viktor.almqvist@europarl.europa.eu

 foreign-press@europarl.europa.eu

 [@EP_ForeignAff](https://twitter.com/EP_ForeignAff)
